



30 millions de mineurs artisanaux seraient actifs dans l'extraction de pierres de couleur.

## TRANSPARENCE Le marché de la pierre face à ses limites

**Les marchands genevois ont beau saluer la Watch & Jewelry Initiative 2030, qui vise à rendre l'industrie plus transparente, ils estiment qu'elle reste difficile à mettre en pratique.**

PAR ANDREA MACHALOVA

**R**endre la chaîne d'approvisionnement en pierres précieuses plus durable et transparente en remontant jusqu'à la source, l'objectif de la Watch & Jewelry Initiative 2030 est ambitieux. Lancée début octobre par Cartier et le groupe Kering, elle oblige les marques participantes à se faire certifier par le Responsible Jewellery Council (RJC), une ONG qui fixe des standards à respecter en termes de durabilité. Les participants devront convertir leurs principaux fournisseurs à la démarche d'ici à 2025, les secondaires ayant jusqu'à 2030 pour obtenir leur certification. L'initiative est saluée par les marchands de pierres genevois, qui tiennent salon du 4 au 7 novembre, mais

elle reste difficile à mettre en pratique, estiment certains.

«Le principe de l'initiative fait sens. Si vous achetez à un vendeur RJC, lui-même est obligé d'acheter auprès d'un vendeur RJC et ainsi de suite jusqu'à la source. Mais la réalité du terrain fait qu'il reste très difficile, dans les conditions actuelles, d'arriver avec certitude jusqu'au premier maillon de la chaîne, pointe Ronny Totah, cofondateur de GemGenève. Cette démarche risque de donner un passeport à une pierre dont on ne peut pas certifier la provenance à 100%.»

Tracer une pierre provenant d'une mine artisanale jusqu'à la source, pour Alexander Leuenberger, à la tête d'Aline Collection, cela reste une illusion. «Pour un grand nombre de pierres, nous connaissons la région d'origine, mais pas la mine

exacte. Lorsqu'un mineur trouve une grande pierre, il se fait discret afin de ne pas attirer l'attention d'autres mineurs», pointe l'expert qui travaille avec des mines au Madagascar et au Sri Lanka. «Les gens qui travaillent directement dans l'extraction n'ont aucun intérêt à rendre leurs activités plus transparentes, voilà le principal problème de cette initiative qui émane de grands groupes éloignés du terrain.»

### Obligation de diligence

Contacté, le Responsible Jewelry Council admet que l'obtention des informations sur la chaîne d'approvisionnement peut parfois s'avérer difficile, mais rappelle que le Code des pratiques 2019 exige que ses membres effectuent un devoir de diligence. «Ainsi, nos membres seront en mesure d'augmenter la quantité d'informations disponibles sur le pays d'origine des matières premières et prendre des décisions en fonction des risques identifiés. Il s'agit d'un processus d'amélioration continue», a ajouté son porte-parole.

Certifier l'origine des pierres, l'idée n'est pourtant pas nouvelle. Depuis 2003, le processus de Kimberley, dispositif international de certification instauré dans le but d'éliminer le commerce des diamants du sang qui finance des conflits armés, permettrait de suivre dans 99,8% des cas le cheminement d'un diamant, de son extraction à la commercialisation. Alors pourquoi pas pour les pierres de couleur? «Contrairement au diamant, où cinq big players contrôlent 80% du marché, dans les pierres de couleur, 90% de l'extraction se fait de façon artisanale. Je suis sceptique sur la possibilité d'appliquer le processus à la lettre», estime Charles Abouchar, membre du conseil d'administration de l'Institut suisse de gemmologie et président de l'Association suisse des négociants en pierres précieuses. Selon les estimations de la branche, 30 millions de mineurs artisanaux seraient actifs dans l'extraction de pierres de couleur à travers le monde.

Si certains marchands sont réticents à se faire certifier par le RJC, c'est notamment parce que cela les empêcherait de travailler par la suite avec des fournisseurs qui ne bénéficient pas de la même certification. Et passer ainsi à côté d'une partie de la marchandise, qui reste toujours plus difficile à trouver. «Peut-être qu'un jour, on pourra faire des blockchains pour certifier la provenance des pierres, mais je doute qu'on arrive à remonter jusqu'à la source. On est pour la transparence, mais cela va prendre son temps», conclut Thomas Faerber. Parmi les 1367 membres actuellement inscrits au RJC, 159 sont basés en Suisse. Depuis 2014, leur nombre est allé croissant. ■